

L'HON. M. HOLTON—Combien de ces messieurs ont aujourd'hui des portefeuilles ?

L'HON. J. S. MACDONALD—Trois, comme je l'ai déjà dit (Écoutez !) Mais passons outre ; Sa Grâce recommandait le recours à la taxe directe ; nous lui répondimes :—

“ Sans entrer dans la discussion du mérite relatif des taxes directes et des taxes indirectes, les conseillers de Votre Excellence pensent qu'il ne serait pas prudent d'imposer tout à coup de fortes taxes directes pour les fins militaires. Les circonstances actuelles ne sont pas celles où l'on doit adopter un principe inconnu jusqu'ici dans la politique fiscale de la province, et ce n'est certainement pas le temps de se lancer dans des expériences auxquelles le peuple n'est pas préparé. C'est une grave erreur que de raisonner dans l'hypothèse que le peuple canadien peut supporter plus de taxes que n'en comportent les mesures fiscales du gouvernement.”

Je puis remarquer qu'aujourd'hui la position dans laquelle se trouve le pays est pire encore qu'elle ne l'était alors. Il y a à peine quelques instants que l'hon. député de South Oxford (M. BROWN) parlait de la prospérité des négociants du Haut-Canada, et ajoutait que la situation du pays n'était pas de nature à provoquer les observations de l'hon. député de Chateauguay (M. HOLTON). Mais, M. L'ORATEUR, il a omis de parler de l'état dans lequel se trouvent les cultivateurs et sur lequel je prendrai, tout-à-l'heure, l'occasion de m'étendre plus au long. Je continue mes citations :—

“ La richesse du pays consiste dans le sol ; si le peuple jouit d'une richesse comparative, elle ne peut toutefois, par sa nature, produire promptement un revenu considérable en argent. Les conseillers de Votre Excellence croient que nul gouvernement qui voudrait mettre à effet les recommandations de Sa Grâce sur ce point ne pourrait se maintenir.”

Tel fut le langage tenu par notre gouvernement lorsque l'on nous demanda de lever 50,000 hommes et de les habituer au maniement des armes. (Écoutez !) Je pense que la pression exercée sur le gouvernement impérial par les adeptes de GOLDWIN SMITH—et de l'École de Manchester—à l'effet de lui faire abandonner ses colonies, commença à porter ses fruits. Le télégramme reçu ce jour semble indiquer que le fardeau de la défense devra retomber sur les colonies ; voici quelle en est la teneur :—

“ Le comte RUSSELL regrette que la discussion ait eu lieu, et annonce que le gouvernement avait refusé de s'occuper de la question, parce que les

Canadiens n'avaient eux-mêmes pris aucun intérêt à la mesure ; mais, comme ils manifestent aujourd'hui une tendance toute différente, le gouvernement a déterminé de venir à leur secours.”

Je demanderai à cette chambre, M. L'ORATEUR, pourquoi les ministres refusent de nous dire quelle est la nature des propositions qu'ils ont faites au gouvernement impérial, si toutefois ils ont eu recours à cette démarche ? Je déclare que nous ne devrions pas retourner à nos foyers avant d'avoir fait connaître notre opinion au gouvernement sur ce sujet—avant qu'il sache parfaitement ce que nous en pensons, nous les représentants du peuple. (Écoutez !) Et, qu'il en soit bien informé, s'il fait un pas de plus dans cette direction sans prendre notre avis, je le dis hautement, il outre-passe ses pouvoirs. (Écoutez !) Dans la même dépêche, le duc de NEWCASTLE nous demandait de placer en dehors du contrôle du parlement les deniers nécessaires à l'organisation militaire du Canada ! Une pareille proposition fut accueillie comme elle devait l'être par un peuple auquel sont chères les libertés que lui assure la constitution anglaise. Il nous était impossible de la soumettre au parlement, et nous n'y songeâmes pas. Il était dit dans la même dépêche que le crédit du pays était en danger d'être déprécié en Angleterre, mais que si nous étions prêts à nous défendre, prêts à voter la somme énorme qu'il fallait, une pareille démarche de notre part rétablirait considérablement notre réputation à l'étranger. Notre réponse fut celle-ci :

“ Les administrateurs des affaires du pays doivent sans doute maintenir à tout prix le crédit de la province en Europe. Les conseillers de Votre Excellence peuvent dire que leurs différentes mesures font voir la sincérité de leurs efforts pour conserver intact le crédit public. Ils prétendent néanmoins, que l'un des principaux moyens à prendre pour parvenir à ce but est de faire preuve de précaution dans l'emploi des ressources de la province. Ils croient qu'ils garderont plutôt la confiance des capitalistes d'Europe, en calculant soigneusement la dépense sur le revenu, qu'en se lançant dans des projets, si louables qu'ils puissent être, qui dépasseraient les ressources disponibles du peuple canadien.”

(Six heures sonnant, M. L'ORATEUR quitte le fauteuil avant que l'hon. membre ait terminé son discours).

A la reprise de la séance,—

L'HON. M. HOLTON dit :—Avec la permission de mon hon. ami le député de Cornwall, (M. J. S. MACDONALD), je désire, avant